



COMITÉ RÉGIONAL DE
LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE

9 octobre 2013

Soixantième session
Mascate (Oman), 27-30 octobre 2013

RÉUNION TECHNIQUE

LUTTE CONTRE LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS :
LES PRIORITÉS DANS LA RÉGION

Objectifs de la session

Cette session, consacrée à la lutte contre la résistance aux antimicrobiens, a pour but :

- de souligner l'urgence posée par les risques croissants et émergents liés à la résistance aux antimicrobiens, ainsi que les conséquences de l'inaction ou du manque de réponse politique visant à endiguer cette menace ;
- d'obtenir un engagement pour la mise en œuvre des six recommandations de la politique globale de l'OMS afin de lutter contre la résistance aux antimicrobiens dans la Région.

Contexte général et points de discussion

La résistance aux antimicrobiens est devenue un problème pour la sécurité sanitaire mondiale. D'une part, les antimicrobiens qui sont utilisés perdent de leur efficacité à cause du développement d'une résistance et, d'autre part, très peu de nouveaux antimicrobiens sont en cours de production. C'est pourquoi la menace d'un retour à l'ère pré-antibiotiques semble imminente. Le mauvais usage et l'abus des antimicrobiens, de même que leur utilisation étendue et non contrôlée dans la production alimentaire, notamment comme stimulateurs de croissance chez les animaux d'élevage, sont les principaux facteurs de l'intensification de la résistance aux antimicrobiens.

Il est difficile d'estimer l'ampleur, l'impact sanitaire et la charge socio-économique des problèmes associés à la résistance aux antimicrobiens dans la Région car les données fiables sont limitées. Toutefois, des études universitaires menées dans certains pays de la Région montrent que la résistance aux antimicrobiens est critique et qu'elle est étendue d'un point de vue géographique – le taux de résistance à la méthicilline de *Staphylococcus aureus* dépasse 50 % et la résistance aux céphalosporines de troisième génération pour *Escherichia coli* excède 70 % dans certains pays.

Des programmes spécifiques, comme ceux de lutte contre la tuberculose, le VIH et le paludisme, disposent d'informations plus pointues en la matière. D'après les données issues de la surveillance de la tuberculose, près de 24 000 nouveaux cas de tuberculose multirésistante surviennent chaque année dans la Région, la meilleure estimation se situant entre 11 000 et 81 000 cas. Une enquête récente indique que 3 % de l'ensemble des nouveaux cas de tuberculose dans la Région seraient des cas de tuberculose multirésistante. Il existe des signes alarmants d'une augmentation de la résistance transmise du VIH au traitement. Dans douze pays à revenu faible et intermédiaire, la prévalence de la polypharmaco-résistance du VIH chez des personnes ayant commencé le traitement antirétroviral est passé d'environ 5 %, en 2007, à près de 7 %, en 2010. Les parasites du paludisme à *falciparum* résistants au

traitement de dernier recours (les artémisinines) sont en train d'émerger en Asie du Sud-Est, d'où une hausse de la morbidité et de la mortalité. La résistance aux antipaludéens de la précédente génération, tels que la chloroquine et la sulfadoxine-pyriméthamine, est également très répandue dans la plupart des pays d'endémie palustre de la Région.

Importance de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens

Les niveaux croissants de résistance aux antimicrobiens mettent en péril la prévention et le traitement de toutes les infections et, dans de nombreux cas, comme pour la tuberculose, le paludisme ou le VIH, ils atteignent de manière disproportionnée les populations pauvres. Cette situation pèse à son tour lourdement sur les systèmes de santé, l'économie et la communauté. La pharmacorésistance réduit l'efficacité des traitements et les patients restent contagieux plus longtemps, risquant ainsi de propager des micro-organismes résistants à autrui. Il n'est pas rare que des infections causées par des micro-organismes résistants ne répondent plus au traitement classique, ce qui se traduit par une maladie prolongée et un risque de mortalité accrue. Les coûts pour la société augmentent soit directement, du fait des dépenses engendrées par les séjours prolongés à l'hôpital, les procédures diagnostiques ou thérapeutiques et l'utilisation d'antibiotiques supplémentaires, soit indirectement du fait de la perte de productivité, des incapacités à long terme et de la surmortalité.

Selon des études européennes, les coûts des soins de santé et la perte de productivité dus à la résistance aux antimicrobiens sont estimés à au moins 1,5 milliard d'euros par an. Pour les pays en développement, la charge peut être encore plus conséquente, comme cela a été mesuré en Thaïlande, où 2 milliards de dollars US sont perdus chaque année du seul fait de la résistance aux antimicrobiens.

Défis dans la Région

Les premiers résultats des analyses rapides de la situation dans les pays de la Région ont fait apparaître plusieurs défis, auxquels il faut s'attaquer au plus vite. Comme il n'existe pas de système national robuste et opérationnel pour la surveillance de la résistance aux antimicrobiens, et que la collaboration avec le secteur de la santé animale fait défaut, les responsables de l'élaboration des politiques manquent de données probantes pour définir des politiques, stratégies et plans appropriés afin d'endiguer la résistance aux antimicrobiens. Les autres défis comprennent l'absence de législation, l'application insuffisante des lois quand elles existent et la multiplication de problèmes combinés faisant obstacle au développement, comme les situations d'urgence complexes, qui provoquent une interruption du contrôle de la qualité et de l'usage rationnel des médicaments. Ces difficultés entravent également l'action dans les pays touchés.

Conclusion

Considérant les difficultés que pose l'évolution actuelle de la résistance aux antimicrobiens, plusieurs résolutions de l'Assemblée mondiale de la Santé (WHA51.17 et WHA58.27) et du Comité régional (EM/RC48/R.8 et EM/RC49/R.10) ont appelé les États Membres et la communauté internationale à prendre des mesures pour contrer l'émergence et la propagation de la résistance aux antimicrobiens. Malgré ces résolutions, la réponse à la menace que représente la résistance aux antimicrobiens est restée fragmentaire. La planification et la mise en œuvre de politiques, de stratégies et de plans appropriés pour endiguer la résistance aux antimicrobiens nécessitent un engagement politique fort et l'attribution de ressources.

La résistance aux antimicrobiens constitue une grave menace pour la sécurité sanitaire mondiale. C'est un problème qui comporte plusieurs facettes et requiert une réponse de toute urgence. Les mesures qu'il convient de prendre reposent sur trois piliers stratégiques : a) la sensibilisation et l'engagement des parties prenantes ; b) le renforcement des capacités nationales ; c) l'innovation, la recherche, la mise au point de nouveaux outils et la production de connaissances. Les six recommandations de la politique globale de l'OMS présentent les mesures politiques à prendre pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens à l'échelle nationale.

Résultats attendus de la session

La présente session vise à mieux faire connaître la gravité et l'urgence de la situation en matière de résistance aux antimicrobiens dans la Région et à obtenir un engagement pour une action immédiate, passant par la mise en œuvre des six recommandations de la politique globale de l'OMS.